



Les indigènes d'Amérique centrale, objectifs militaires de l'expédition Bowman de l'Armée des Etats-Unis

Par [Sambo Creek](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2013

[OFRANEH](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Une fois de plus, nous, les peuples indigènes d'Amérique Centrale et nos territoires sommes devenus un objectif militaire pour les Etats-Unis. Selon le périodique 'Lawrence Journal', dans son édition du 13 juin passé, le Département d'Etat, a approuvé les fonds pour l'Initiative d'Investigation Minerve, destinée à effectuer une série d'enquêtes en relation avec les dites [Expéditions Bowman](#)». En cette occasion les expéditions Bowman se chargent de cartographier les 59 peuples indigènes d'Amérique Centrale.



Isaiah Bowman

Le projet s'appelle Centramérique Indigène et est une réplique du controversé Mexique Indigène (2005-2008), lequel fut [denoncé par l'Union des Organisations de la Sierra de Oaxaca \(UNOSOJ\)](#) signalant que ceux qui étaient concernés n'avaient pas été avertis par les géographes de l'Université du Kansas, chargés de l'exécution du projet, de leurs connexions avec le Bureau des Etudes Militaires Etrangères (FMSO pour son sigle en anglais).

Les expéditions Bowman collectent des données destinées à la base de données [Système de Terrain Humain](#), utilisées dans le contexte de la stratégie militaire des guerres d'Irak, et d'Afghanistan. Dans le cas de Mexique Indigène, les études furent réalisées dans la Huasteca et la sierra de Oaxaca, les lieux où se produit la plus grande résistance au projet de titularisation des terres PROCEDE, financé par la Banque Mondiale (B.M.) destiné à la liquidation du système de tenure collective des terres et à promouvoir la titularisation individuelle.

Le Facteur Demarest : la propriété communautaire et la prétendue induction de la violence.

Le Lieutenant Colonel Geoffrey B. Desmarest, assigné au Projet Mexique Indigène et participant à l'expédition Bowman dénommée [Comuna 13](#), à Medellin, Colombie a manifesté en diverses occasions son rejet de la propriété communautaire. Dans un de ses écrits intitulé « Géopropriété : Sujet Externe de Sécurité National et Droit de la Propriété » souligne que *la possession informelle et irrégulière de terres favorise l'usage illicite et la violence* » et suggère comme unique solution pour ces « *champs de culture du crime et de l'insurrection* » la *privatisation de la titularisation de la terre*.

Au Honduras, la OFRANEH a dénoncé de manière déterminée comment la B.M. à travers le Projet d'Administration des Terres du Honduras (PATH), promoteur de la Loi de Propriété en vigueur, dans son chapitre III, précisément à l'article 100, planifie la dissolution des titres communautaires émis par l'Etat durant les dernière décennies.

Notre organisation a eu recours au Panel d'Inspection de la B.M., signalant la violation des directives opérationnelles relatives aux peuples indigènes. Le Panel dans son rapport indique comment l'Etat du Honduras viole le la Convention 169 de la OIT en ignorant le droit à la consultation en ce qui concerne l'élaboration de cette loi contestée, en plus d'indiquer une série d'incohérences de la part de la direction de la Banque dans le maniement du projet PATH.

L'actuel gouvernement post coup d'Etat du Honduras, au moyen de la Loi de Régions Spéciales pour le Développement (RED, sigle espagnol) connue aussi en tant que cités modèles, prétend remettre aux investisseurs étrangers une zone que englobe 24 communautés Garifuna. A la loi RED a été substituée la Loi Pour les Zones d'Emploi et de Développement Economique (ZEDE) en plus de la nouvelle Loi pour la Promotion du développement et de la Conversion de la Dette Publique (Loi Hypothèque), laquelle n'est pas mise en vigueur.

La dissolution de la propriété communautaire qui existe encore dans les communautés Garifuna est une démonstration du double langage des fonctionnaires de l'état et des organismes financiers, ceux qui connaissent l'effet domino des ventes de terres qui se produira à travers l'individualisation de la propriété.

Offensive de l'Etat contre les peuples indigène en Amérique Centrale

Au cours des dernières années la mise en œuvre du Projet Mesoamérica, connu auparavant comme Plan Pueblo Panama, a provoqué des interventions répressives contre les peuples indigènes qui se sont prononcés contre la construction de centaines de barrages sur leurs territoires et contre l'exploitation minière. Depuis San Cristobal Barilla (Guatemala) jusqu'à Tabasara (Panama), résonnent les clameurs des communautés indigènes qui ne furent jamais consultées et voient comment leurs habitats sont submergés par les barrages.

Le droit à la Consultation et au Consentement, Préalable, Libre et Informé (CPLI) consigné dans la Convention 169 de la OIT, celle qui a été signée et ratifiée par presque tout les pays d'Amérique Centrale, est violé de façon systématique. Tout indique que les investissements, tant nationaux qu'étrangers son plus importants que la sauvegarde des peuples indigènes et de leurs cultures, lesquelles sont intimement liées à la terre mère.

La réaction des peuples aux saccages des territoires et aux déplacements qui en résultent ont suscité un énorme intérêt de la part des armées et forces de répressions, qui cherchent à neutraliser les protestations pacifiques effectuées par les peuples en résistance et

quelques-unes de leurs organisations.

Dans le cas du FMSO des Etats-Unis, ceux qui nomment la Centramérique comme étant leur frontière (borderlands) et au nom de la prétendue lutte contre le narcotrafic ils en viennent à intervenir directement avec la création de bases militaires et à présent avec le projet Centramérique Indigène, prétendant générer une base de données – allant au-delà de celle de la géographie terrestre – concernant les 59 peuples qui habitent l’isthme,

Système Terre Humaine dans la Moskita et l’absence de concertation des communautés garifunas qui le caractérise

Entre mai et septembre de 2011, les géographes de l’Université de Kansas associés à l’armée des Etats-Unis, ont effectué une rigoureuse cartographie ([un riguroso mapeo](#)) du territoire qui s’étend de cap Camaron jusqu’au rio Coco, incluant les communautés Garifunas sans avoir effectué aucune consultation de notre peuple.

Comme par hasard, en mai 2012, la côte nord du Honduras à été le lieu d’une opération militaire incluant une opération psychologique. Les hélicoptères du département d’Etat opérèrent des survols nocturnes au ras des villes et des communautés, des missions aériennes qui culminèrent avec le [massacre de Miskitos innocents](#) dans la rivière Patuca.



Enfants miskitos

La militarisation évidente à laquelle est confrontée l’Amérique Centrale, à travers l’imparable montée de la violence, qui était presque inexistante dans les communautés indigènes, fait partie d’une stratégie de soumission et de pillage de nos territoires, où se trouvent une bonne partie des résidus des dites « ressources naturelles ».

Sambo Creek, La Ceiba Atlantida, 1 de Octubre del 2013

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

[OFRANEH | Federación del pueblo garifuna de Honduras](#)

Traduction Anne Wolff

<http://les-etats-d-anne.over-blog.com/article-l-avant-garde-yanqui-en-amerique-centrale-peuples-indigenes-en-grand-danger-120760084.html>

Textes liés parmi d'autres

[Honduras : massacre de civils par la DEA – Primitivi](#)

[Utopia, centre des rencontres, de l'amitié et des rêves concrétisés de la COPINH](#)

Etudes théoriques sur le même sujet

[Guerres en Irak et en Afghanistan : Anthropologues embarqués | Mondialisation](#)

[« Culture stratégique » : le commandement sud et la militarisation des universités \(aux USA\)](#)

La source originale de cet article est [OFRANEH](#)

Copyright © [Sambo Creek](#), [OFRANEH](#), 2013

Articles Par : [Sambo Creek](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca